

Les politiques éducatives dans le processus de la croissance économique Marocaine

ZAROUF Zakia ^{#1}, JERRY Mounir ^{*2}, ELBAKKOUCHI Mounir ^{#3}

[#]Faculté des sciences Juridiques Economiques et Sociales de Kénitra, Université Ibn Tofail
Morocco

Laboratoire Economie, Management et Développement des Organisations

izarouf.zakia@gmail.com

²jemounir@yahoo.fr

³elbakkouchi@gmail.com

Abstract—

In a world where borders and barriers are disappearing and globalization is pervasive, education issues have become of paramount importance, forcing Morocco to modernize in order to maintain its competitiveness and international position, as well to put education at the center of its economic development. This article aims to make a theoretical connection between two concepts namely: education and economic growth.

Keywords— economic growth, education system, human capital, economic development, educational policies

Résumé—

Dans un monde où les frontières et les barrières disparaissent et où la mondialisation est omniprésente, les questions relatives à l'éducation sont devenues d'une importance capitale, ce qui oblige le Maroc de se moderniser pour maintenir sa compétitivité et sa position internationale, aussi de placer l'éducation au centre de son développement économique. Ce présent article a pour objectif de faire un rapprochement entre deux concepts à savoir : l'éducation et la croissance économique.

Mots clés---- croissance économique, système éducatif, capital humain, développement économique, politiques éducatives

I. INTRODUCTION

L'étude historique et conceptuelle, centrée sur le capital humain, est une préoccupation primordiale des économistes et depuis plusieurs années l'économie a remis en question le lien entre différents déterminants tels que le capital physique, le travail, le capital humain ainsi que d'autres facteurs et la croissance.

L'hypothèse théorique selon laquelle le capital humain est le principal déterminant de la productivité a reçu une attention considérable au sens pragmatique, donc le lien entre capital humain et croissance économique offre un travail théorique et des tentatives de réponses quelque peu persuasives et innovantes pour expliquer l'hétérogénéité de croissance qui existe entre les nations, et pour connaître la source de cette hétérogénéité, un ensemble de «nouvelles théories» généralement connues sous le nom de «théories de la croissance endogène» sont mis en œuvre, en d'autres termes; pourquoi certains pays connaissent une croissance rapide que d'autres. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que l'éducation occupe une place prépondérante dans l'élaboration des politiques économiques, à la fois macroéconomiques et microéconomiques.

Au cours des dernières années, notre pays s'est engagé dans la modernisation et le développement dans tous les domaines. Le succès de ce défi va inévitablement avec la contribution de plusieurs acteurs, et cette campagne passe par plusieurs composantes dont la plus importante est l'évaluation et la mise en valeur du capital humain.

La place critique de l'élément humain et les capacités qu'il possède mène les économistes à le considérer comme la principale composante productive du développement et de la croissance économique et sociale, et pour que ce dernier puisse jouer son rôle il doit avoir un niveau d'éducation approprié.

Dans les marchés où les biens, les services, le capital et la technologie sont échangés librement, le capital humain est l'un des facteurs qui font marquer la divergence entre les performances des pays, ainsi que l'éducation de tous en tant qu'investissement dans le capital humain peut contribuer au développement de la société.

En conséquence, l'éducation de la population est cruciale pour déterminer la capacité de l'économie d'un pays afin d'arriver à une combinaison entre une forte croissance et un faible taux de chômage avec une cohésion sociale remarquable.

Et pour augmenter l'activité économique une attention particulière devrait être accordée au système éducatif en tant qu'instrument d'investissement permettant au capital humain d'acquérir un certain nombre de compétences et connaissances.

Par conséquent, la politique de l'éducation fait partie de la politique économique parce qu'elle aide à déterminer l'avenir du pays à moyen terme. En d'autres termes, l'éducation permet d'améliorer la productivité du travail et par la suite accélère la croissance économique.

Dans cet article, nous verrons à travers une revue de littérature les principales théories qui traitent la relation entre l'éducation et croissances économique. L'objectif est donc de présenter, sous un angle théorique ces deux notions. Par la suite nous allons analyser le rôle que joue la politique publique en matière d'éducation « politiques éducatives » tout en listant les différents stades de l'évolution du système éducatif marocain, aussi de retracer une image sur les principaux étapes de la croissance économique marocaine pour finalement trouver la relation qui lie ces deux concepts, ce qui va nous aider à répondre à notre question principale, celle de la place que joue les politiques éducatives dans le processus de croissance économique marocaine.

II. REVUE DE LA LITTÉRATURE: RELATION EDUCATION ET CROISSANCE ECONOMIQUE

Les économistes ont toujours évoqué l'importance de l'éducation en tant que vecteur structurel et essentiel pour accélérer les processus de production nécessaire au développement économique et social de l'humanité.

Le but de cette section, est d'élaborer un état des lieux du lien entre l'éducation et la croissance économique, aussi d'essayer de montrer que l'éducation en tant qu'investissement dans le capital humain joue un rôle crucial dans le processus de la croissance économique.

A. La pensée économique classique

Le chef-d'œuvre d'Adam Smith: « Richesse des nations », publié en 1776, considère que l'investissement dans l'apprentissage et l'éducation est l'un des moyens d'augmenter la productivité des individus et de la nation, bien que les coûts qu'elle engendre [1]. En général, on peut dire que la théorie classique prouve une relation interactive positive entre l'éducation et la croissance économique. L'augmentation et l'amélioration de la productivité aussi les salaires des travailleurs sont en partie attribuables à l'évolution et l'amélioration de l'éducation.

B. Les théories de la croissance endogène

La théorie de la croissance endogène dépend de l'une des principales hypothèses de la nouvelle théorie classique, à savoir que le principal déterminant de la croissance économique est l'augmentation de la productivité totale, elle-même dépendante du progrès technologique, de l'innovation, de la recherche et développement [2], ce qui nous mène à constater que le savoir occupe une place prépondérante dans l'analyse de ces théories. Ce dernier devrait entraîner une croissance autosuffisante en raison des rendements marginaux non décroissants ou de la présence d'une force extérieure positive générée par la diffusion des connaissances. [3]

De même et à travers des choix et des décisions en matière de politique économique les théories de la croissance endogène, affirment que l'on peut agir au niveau du progrès technologique. [4]

Lorsqu'on parle des théories de la croissance endogène, c'est automatiquement parlé des trois modèles de pensée théorique, chacun d'entre eux mettant l'accent sur un paramètre spécifique, à savoir :

- Les modèles de l'accumulation du capital humain ;
- Le modèle de la connaissance et de la recherche.
- Le nouveau modèle Schumpétérien.

Le modèle de Lucas: La théorie d'accumulation du capital humain

Le modèle de Lucas (1988) propose un cadre analytique dans lequel l'accumulation du capital humain et du savoir sont des déterminants de la productivité et de la croissance. Ce modèle traite l'impact de cette accumulation du capital humain sur la croissance.

Son objectif principal est d'expliquer le caractère continu de la croissance, d'une part, et la diversification des niveaux de revenus, d'autre part. [5] _ [6].

Le modèle de Romer : Le savoir comme produit des activités de recherche

Selon Romer (1990), la connaissance signifie l'innovation, la recherche et développement, et le savoir. Cependant la croissance, est considérée comme la majeure conséquence de l'accumulation des connaissances, c'est tout simplement la somme des quatre types de capital:

- Le capital physique;
- Le capital technique;
- Le capital humain ;
- Le capital public.

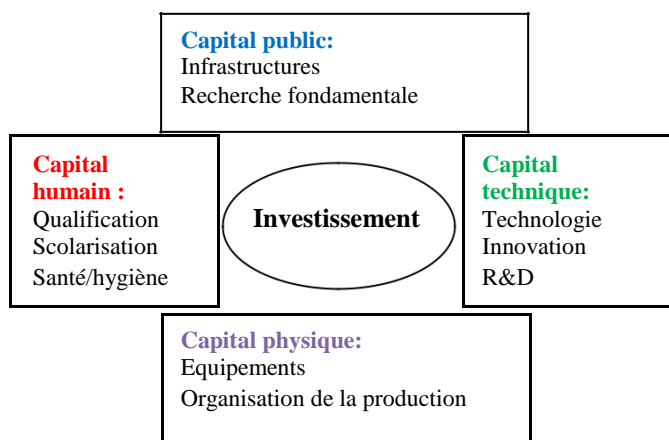


Fig 1 : Accumulation des Quatre facteurs. [7]

La théorie néo-schumpétérienne de la croissance endogène: Le modèle Aghion et Howitt

On l'appelle aussi «l'approche fondée sur l'innovation», c'est lorsque l'évolution de la croissance est liée au stock de capital humain, ce qui se répercutera par la suite sur la capacité d'un pays de s'en sortir en faisant recours à l'innovation [8].

Pour P. Howitt ((1992), l'un des fondateurs), cette approche analyse le processus d'innovation technologique et montre les pertes et les gains et leurs répercussions sur la volonté de la société face au changement [9] _ [10].

L'éducation a toujours été un facteur clé pour l'avenir des individus, de l'économie et de la société en général. Les travaux cités dans cette section concluent que le capital humain a une influence importante représenté par l'éducation dans le processus de croissance économique. Et c'est dans ce contexte, qu'un pays doit chercher à stimuler sa croissance économique tout en investissant dans l'éducation pour augmenter le stock non seulement quantitatif, mais aussi qualitatif de son capital humain.

Il y a une décennie nous assistons à un changement positif du modèle des politiques publiques lancées au Maroc.

Ce changement est remarqué principalement dans la nature et le degré des réformes ayant commencé à apparaître ces dernières années ce qui signifie que le pays est entré dans une nouvelle ère de reformulation de la place et le rôle crucial du système éducatif.

Bien que la relation entre l'éducation et la croissance économique ait été identifiée et acceptée depuis longtemps, le sens de la causalité et l'ampleur de l'impact entre ces deux forces demeurent une question importante: nous continuons toujours à nous interroger par quel mécanisme cette relation est établie. La connaissance de la profondeur de la relation reste impérative, parce qu'elle définit et oriente les mesures des politiques publiques du pays.

III. LE ROLE PUBLIQUE EN EDUCATION

Ces dernières années, les décideurs politiques soutien l'idée de l'augmentation des dépenses en matière d'éducation, et structurellement, les dépenses dans la sphère éducative peuvent être maintenus par trois institutions:

- Le marché de crédit pour financer les études et surtout pour les derniers stages
- La famille
- L'Etat qui répond toujours à des objectifs d'équité et d'efficience

Dans un premier temps nous allons citer les différentes études menées dans ce sens, et par la suite montrer le rôle que jouent les politiques éducatives.

A. Etat des lieux

Dans la littérature, de nombreux documents analysent l'intervention gouvernementale pour financer l'éducation. Et à partir des résultats obtenus, l'éducation est utilisée comme un outil de politique économique, et pour examiner son impact sur la croissance plusieurs études ont été mené ;

Pour analyser le lien entre les politiques éducatives et croissance économique, d'après Bräuningner and Vidal (2000) il faut tout d'abord prendre en considération la subvention aux dépenses d'éducation privée. Cependant pour Glomm and Ravikumar (1997) et Blankenau and Simpson (2004) l'éducation publique doit être financé par une part du PIB fixe accorder par le gouvernement.

De Fraja (2002) Adopte une vision plus normative, considérant que la politique éducative est un outil qui doit être déterminé en interne par la personne responsable de la prise de décision politique. Par conséquent, il propose un plan d'intervention concernant les politiques éducatives qui va permettre par la suite de décentraliser la solution d'un système social utilitaire, ce plan d'intervention publique en

matière d'éducation nécessite trois facteurs justificatifs à savoir ;

- La distribution des revenus ;
- L'inégalité des marchés ;
- Les résultats obtenus à travers l'accroissement des niveaux de qualifications.

Cremer and Pestieu(2006), Doquier et al(2007), ont adopté une approche similaire, ils soulignent que les externalités de financement de l'éducation ne sont pas toujours positives parce que le planificateur social n'a pas pris en compte la motivation des individus comme facteur essentiel qui peut valoriser la sphère de l'éducation.

Blankenau and Simpson(2004), séparent l'effet positif de la politique utilisée dans la sphère de l'éducation aux ajustements fait par le gouvernement, car à leur sort la capacité des dépenses publiques pour stocker le capital humain dépend seulement des externalités positives, tandis que les ajustements dépend du niveau des dépenses, de la méthode de financement et les paramètres utilisés pour accumuler le capital humain.

B. Quel rôle pour les politiques éducatives ?

« Toute politique publique constitue une réponse à une situation problématique : l'action publique suppose l'existence d'un « problème », c'est-à-dire d'une insatisfaction, d'un manque, d'une frustration, qui appellent une intervention pour y remédier; toute politique est dès lors potentiellement porteuse de changement, dans la mesure où elle vise à corriger un dysfonctionnement social, à atteindre un meilleur équilibre social ». [11] Chevallier, Jacques.

Face au rôle important que joue le capital humain à l'amélioration de la croissance économique, il apparaît évident que l'éducation des individus évolue leur capacités de comprendre et décoder les informations, ce qui représentent un outil politique puissant à la disposition des décideurs politiques. De ce fait nous allons présenter les principales étapes de la succession historique des politiques éducatives ayant abouti à un Maroc d'aujourd'hui.

La période entre 1956-1960

Cette première étape se caractérise premièrement par l'indépendance du pays en 1956, aussi par l'adoption des nouvelles orientations et réformes introduites dans un système éducatif national unique loin des politiques éducatives menées pendant la période coloniale (Espagnole, Française...)

La période entre 1960-1980

Cette étape est marquée par l'unification et l'expansion du système éducatif. D'un côté L'Etat était le seul investisseur dans l'éducation et a pour objectif d'élargir l'accès à l'éducation pour tout le monde. D'autre part, essayer de

former des cadres marocains compétant capables de remplacer les travailleurs étrangers, pour occuper des postes de responsabilité au sein de l'appareil administratif. Cette approche favorise l'investissement dans l'enseignement supérieur au détriment de l'enseignement primaire et secondaire.

La période entre 1980-1999

Au cours de cette phase, le gouvernement n'avait pas les investissements suffisants pour mettre à jour les contenus et les programmes éducatifs pour satisfaire les nouveaux besoins du marché du travail. Et sous cette pression de la rareté des ressources financières, l'intervention de secteur privé reste une nécessité et surtout dans l'enseignement supérieur. D'un autre côté et pendant cette période le système éducatif marocain a adopté l'arabisation de l'enseignement public des deux niveaux primaire et secondaire, cependant l'enseignement supérieur reste en français.

Fin des années 90, l'accès à l'enseignement primaire a connu de réels progrès en réduisant la diversification entre les régions, ce qui permet une généralisation dans les zones urbaines et rurales. Cette généralisation cause le passage d'une crise de quantité à une autre de qualité.

La période entre 2000-2012

L'Etat à entrepris une réforme ambitieuse de l'éducation basée sur un large consentement du plus haut niveau du pays, qui a conduit à l'approbation d'une Charte Nationale de l'Education et la Formation (CNEF) qui montre une nouvelle vision pour 2020, a pour objectif :

- Elargir l'accès à tous les niveaux ;
- Comblent les disparités entre les zones et les sexes. Décentraliser la gestion et renouveler les programmes et les manuels ;
- Accélérer l'évolution d'un bon système d'éducation et de formation de bonne qualité ;
- Intégrer les différentes composantes du système d'éducation et de formation dans l'environnement économique, social et culturel ;
- Renforcer le processus de décentralisation et à la mise en œuvre de nouvelles méthodes de la bonne gouvernance.

Néanmoins, le cadre stratégique pour le développement du système éducatif, n'avait pas le budget nécessaire, ce qui explique son inefficacité et son dysfonctionnement. C'est dans ce contexte que le plan d'urgence 2009-2012 à été mise en œuvre, pour promouvoir ce qui a été réalisé, tout en procédant aux ajustements nécessaires et assurant l'application optimale des lignes directrices de la Charte Nationale de l'Education et de la Formation (CNEF).

La vision stratégique 2015-2030

L'adoption de nouvelles méthodes de changement vont permettre de résoudre le problème des questions transversales, aussi de faire une adéquation entre l'ambition

et la réalité à travers l'identification des priorités dans un contexte participatif pour une mise en œuvre d'une réforme pertinente, c'est dans ce cadre que s'inscrit la vision stratégique qui s'étale sur une durée de 15 ans de 2015 jusqu'au 2030. Cette vision a pour principaux objectifs:

- Développer les compétences des individus à tous les niveaux de l'enseignement;
- Se focaliser sur la recherche scientifique, le progrès technique et l'innovation dans tous les domaines afin d'évoluer la société marocaine, du stade de la consommation des connaissances à un autre plus avancé de production du savoir

IV. DEPENSE PUBLIQUES EN EDUCATION ET CROISSANCE ECONOMIQUE

A. La croissance économique au Maroc au cours de la période 1960 – 2015

Dans cette partie nous allons décrire les principaux stades de la croissance économique, durant la période 1960-2015

La période ente 1960 et 1971

Au cours ce cette période l'Etat avait comme objectif la mise en valeur de ses ressources nationales pour renforcer son indépendance économique, mais vu les contraintes financière, un certains nombre de projet ont été reportés, par contre cette période a été marqué par l'augmentation de 5% du PIB

La période entre 1972 et 1982

Au cours de cette période l'Etat avait deux objectifs, dans un premier lieux la protection de la nouvelle industrie marocaine par une tarification douanière afin de limiter la concurrence, dans un deuxième lieu la réalisation de différents projets dans des secteurs diversifiés, par rapport à la période précédente, le taux de croissance annuel a été légèrement inférieur est de 4.9%.

La période entre 1983 et 1993

Cette période a été marquée par la mise en place d'un programme d'ajustement structurel (PAS) [12] par le gouvernement et des accords avec la banque mondiale et le FMI, au cours laquelle le taux de la croissance économique s'est limité à 3,1%, soit un niveau inférieur de 1,8 point par rapport à celui de la période précédente.

La période entre 1994 et 2004

Cette période est caractérisée par l'apparition d'une deuxième génération de réformes avec la coopération des institutions internationales pour but de renforcer le tissu productif. La période allant de 1994 jusqu'au 2004 a été caractérisé par un taux annuel de 3.7%.

La période entre 2005 et 2015

Se caractérise par une augmentation de l'indice GINI [13] à cause de la perte excessive d'emploi, la concentration des revenus et le creusement des inégalités d'accès à l'éducation, ont conséquence la neutralisation de la croissance économique. Cette période est marquée par un taux de croissance de 4.3%.

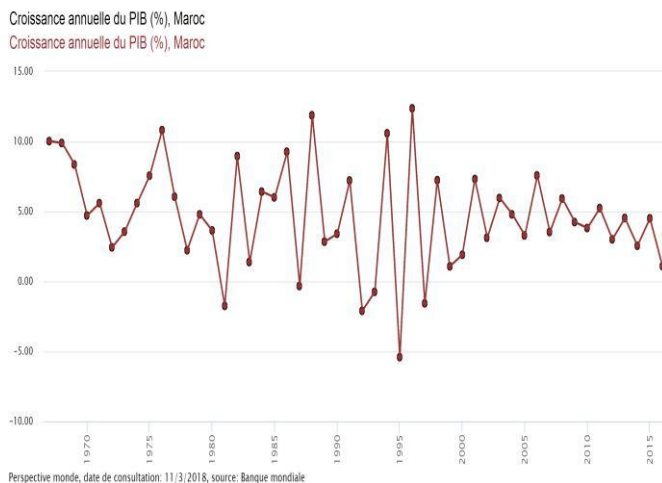


Fig 2 : croissance économique PIB en % [14]

En guise de conclusion la principale caractéristique de l'évolution de la croissance économique est la forte volatilité structurelle qui perturbe la bonne marche du processus de productivité de la richesse et qui reflète négativement sur la pérennité de la croissance économique.

B. Dépenses publiques totale dans le secteur de l'éducation :

A travers cette figure nous allons montrer le changement des dépenses publiques dans le secteur de l'éducation au Maroc depuis 1973 jusqu'au 2016.

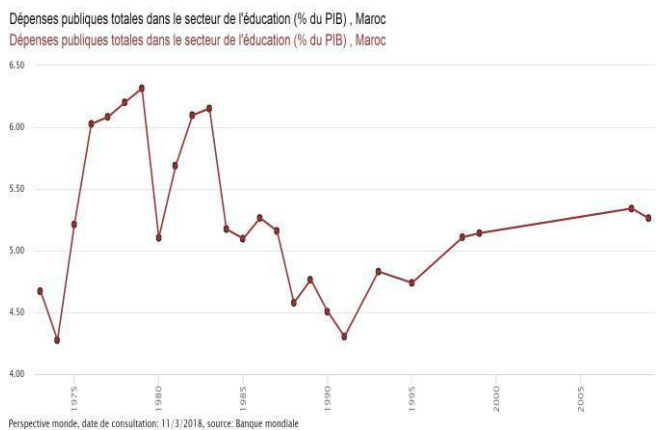


Fig 3 : Dépenses publiques en éducation [15]

« Pour l'ensemble de la période 1973-2010, on enregistre une moyenne annuelle de 5,24. Le changement enregistré entre la première et la dernière année est de 13 %. C'est en 1979 qu'on enregistre la valeur la plus élevée (6,32) et c'est en 1974 qu'on enregistre la valeur la plus basse (4,28), donc une augmentation de 13% en 37 ans. Sur la base des cinq dernières valeurs disponibles, on peut estimer qu'en 2020 la valeur devrait osciller autour de 5,7% ». [16]

L'éducation joue un rôle très important sur l'évolution de plusieurs volets ; dans un premier lieu socialement l'éducation assure l'intégration et l'égalité entre les individus, ensuite sur le côté économique à travers l'augmentation des chances de l'employabilité, au niveau politique elle permet la participation des citoyens activement à la gestion des affaires locales et nationales et finalement l'éducation permet un meilleur contrôle de la croissance démographique, l'existence de ces constats impact positivement la croissance économique d'un pays et ce qui est confirmé par la théorie économique. De ce fait, la place qu'occupe l'éducation dans le processus de construction des politiques économiques reste étonnante soit au niveau macro ou micro économique.

V. CONCLUSION

Actuellement, le monde connaît une nouvelle ère de croissance économique, qui repose principalement sur les connaissances, de plus pour les pays qui maintient un niveau de production et de développement économique exploite d'une manière pertinente ces ressources, et surtout cherche à utiliser des ressources humaines d'une qualité supérieure, une société bien former et éduquer aura la possibilité de créer de nouvelles pistes de recherche et d'innovation au profit du pays tout entier, cependant, on remarque des fois des échecs différents d'un pays à l'autre en matière d'éducation malgré les efforts des Etats dans ce sens. Comme nous l'avons déjà évoqué dans la première partie de cet article, les théories de la croissance endogène, repose sur le fait que pour accéder au marché de travail et améliorer la productivité, il faut dans un premier lieu acquérir les savoirs, et les savoirs faire nécessaires à travers une éducation de qualité.

Parmi les principaux objectifs des politiques éducatives au Maroc ; on trouve la généralisation de l'enseignement. L'idée c'est de profiter à travers cet accès à l'éducation une garantie d'un niveau de savoir et d'innovation élever ce qui va refléter positivement sur la croissance économique du pays, cependant cette généralisation doit être non seulement vu du côté quantitatif mais aussi qualitatif dans le fonctionnement du système. Si nous prenons par exemple le cas du Maroc par rapport aux pays de l'Asie du Sud-Est depuis 1960, nous remarquons que ces deux Etats utilisent les mêmes efforts dans l'élaboration

de leurs politiques éducatives, cependant, les résultats de leur croissance économique restent différents.

Le Maroc aujourd'hui passe par des chantiers de développement économique très intéressants à savoir ; le « Plan Maroc Vert » [17], « la stratégie d'AZUR » [18], « la stratégie énergétique » [19], « Plan d'Accélération Industrielle 2014 – 2020 » [20], toutes ces stratégies nécessite une main d'œuvre qualifiée, compétente, et exigeante pour plus de productivité ce qui va refléter positivement sur la croissance économique du pays.

Il faut aussi prendre en considération le maintien des formations qui mettent en adéquation les profils avec les besoins de marché, parce qu'il reste parmi les principaux problèmes des politiques éducatives au Maroc, nous devons aussi noter que le pays manque d'une stratégie claire en matière d'investissement et de financement soit du système public ou privé, c'est pour cette raison que l'Etat doit chercher des sources de financement pour s'investir plus dans les politiques éducatives en passant par une modification de l'environnement économique et sociale tout en ancrant le principe de la recherche scientifique et l'innovation pour un pays plus performant.

En conclusion, la disponibilité des moyens financiers reste un défi à relever sur le moyen et le long terme si on veut satisfaire les besoins des politiques éducatifs en termes de qualité pour un développement économique et humain remarquable.

REFERENCES

- [1] Jean Luc de Meulemeester et Claude Diebolt, (2007), « Éducation et croissance: Quel lien, pour quelle politique? », Association française de Cliométrie, Working papers n° 8, p. 3.
- [2] Peter Howitt, (Printemps 2004), « Croissance endogène, productivité et politique économique: rapport de situation », Observatoire international de la productivité, nO 8,p. 3.
- [3] Marielle Monteils, (2001), « Le savoir moteur de la croissance économique: Tests empiriques des principaux modèles de la croissance endogène », Forum de la régulation, Paris 10-12 Octobre, p. 1.
- [4] Peter Howitt, (Printemps 2004), « Croissance endogène, productivité et politique économique: rapport de situation », Observatoire international de la productivité, nO 8,p. 3.
- [5] Robert E. Lucas, (March 1993), "Making a Miracle", *Econometrica*, Vol. 61, No. 2, p. 270.
- [6] Peter Howitt, (Printemps 2004), « Croissance endogène, productivité et politique économique: rapport de situation », Observatoire international de la productivité, nO 8p. 4&7
- [7] Guellec D., Ralle P. (2001), Les nouvelles théories de la croissance, Coll Repères, La Découverte. p 13)
- [8] J.A. Schumpeter., (1942), *Capitalism, Socialism and Democracy*. New York: Harper & Row, p. 83.
- [9] Hans-Jürgen Engelbrecht, (May 2001), "The Role of human capital in economic growth: Some empirical evidence on the "Lucas vs. Nelson-Phelps" Controversy", Massey University, Department of Applied and International Economics, Discussion Paper No. 01. 02, p. 2.
- [10] Peter Howitt, (2004), *Loc. Cit.*, p. 4.
- [11] Chevallier, Jacques. « Politiques publiques et changement social », *Revue française d'administration publique*, vol. no115, no. 3, 2005, pp. 383-390.
- [12] « PAS » un programme de réformes économiques que le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale mettent en place pour permettre aux pays touchés par de grandes difficultés économiques de sortir de leur crise économique.
- [13] « L'indice (ou coefficient) de Gini » est un indicateur synthétique d'inégalités de salaires (de revenus, de niveaux de vie...). Il varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les salaires, les revenus, les niveaux de vie... seraient égaux.
- [14] www.perspective.usherbrooke.ca
- [15]- [16] courbe des dépenses publiques en éducation
www.perspective.usherbrooke.ca
- [17] La stratégie du « Plan Maroc Vert » concerne les secteurs de l'agriculture et de l'agro-industrie. Ces secteurs jouent un rôle déterminant dans les équilibres macro-économiques du pays, car ils supportent une charge sociale très importante. Aussi, il est à rappeler la lourde responsabilité qui incombe à ces secteurs quant à la sécurité alimentaire de 32 millions de consommateurs. Ce qui démontre le rôle crucial que joue l'agriculture dans la stabilité économique et sociale de notre pays. www.maroc.ma
- [18] « Plan d'AZUR 2020 » Le Maroc mise sur le tourisme comme secteur prioritaire de sa stratégie de développement. C'est dans ce cadre que le Plan Azur a été érigé, dans l'optique de créer une série de structures hôtelières de qualité, respectant les principes de développement durable. La réalisation de ce Plan va entraîner un dynamisme de croissance, à travers la multiplication du nombre de touristes qui affluent au Royaume. Elle va également générer un grand nombre d'emplois. www.diplomatie.ma
- [19] La nouvelle « stratégie énergétique 2030 » marocaine vise la diversification du bouquet énergétique vers les énergies renouvelables avec comme ambition de faire face aux triples défis de garantir l'approvisionnement énergétique tout en réduisant la dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur; limiter les impacts environnementaux du modèle de croissance marocain; et garantir l'accès à l'énergie, notamment pour les populations démunies. www.energienvironnement.com
- [20] le « Plan d'Accélération Industrielle (PAI) 2020» s'inscrit dans la lignée du Plan Emergence et vise à faire de l'industrie un levier majeur de croissance. <http://www.mcinet.gov.ma>
- [21] www.banquemondiale.org
- [22] www.hcp.ma